

LES ROUTES

LA RECOMMANDATION PORTANT QUE LE COMITÉ PERMANENT DEVIENNE UN ORGANISME NATIONAL DE PROTECTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

[Traduction]

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au ministre des Transports, mais, en son absence, le secrétaire parlementaire pourrait peut-être me répondre. Compte tenu de la recommandation, faite cette semaine par l'Engineering Institute of Canada, que le comité permanent de la Chambre des communes devienne, de fait, un organisme national de protection à l'égard de toutes les questions de sécurité routière, le ministre songe-t-il à encourager une telle mesure?

M. Gérard Loiselle (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je tiendrai cette question pour préavis.

AGRICULTURE

L'INDUSTRIE LAITIÈRE—LE MONTANT DE LA SUBVENTION RELATIVE AU LAIT INDUSTRIEL

M. R. E. McKinley (Huron): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Agriculture j'ai une question à poser à son secrétaire parlementaire afin d'obtenir des précisions sur la politique laitière que le ministre a annoncée lundi pour l'année qui vient. La subvention accordée pour le lait industriel, a-t-il dit, sera maintenue au niveau de cette année, soit \$1.25 les cent livres. Est-ce à dire que 125 millions de dollars seront disponibles au besoin, soit le même montant que l'année dernière, au lieu de 10 millions de moins comme on l'avait annoncé il y a quelque temps?

[Français]

M. Florian Côté (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Il est très difficile, monsieur l'Orateur, de savoir quels seront les besoins de la Commission canadienne du lait, étant donné que les associations agricoles sont à négocier une entente entre elles, afin que tous les producteurs de lait industriel et même de lait nature puissent contribuer à la détermination du taux à la commercialisation, c'est-à-dire des prix établis pour la commercialisation. Aussitôt ces projets présentés au gouvernement, nous serons mieux en mesure de savoir ce que la commercialisation coûtera.

M. Roch La Salle (Joliette): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: L'honorable député de Joliette a la parole.

M. La Salle: Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture s'il peut dire à la Chambre de façon assez précise, dans l'intérêt des producteurs de lait, si ces 10 millions de dollars seront encore octroyés ou non. A mon avis, il est important que l'on réponde à cette question à la Chambre, monsieur l'Orateur.

M. Côté (Richelieu): Monsieur l'Orateur, je ne peux que donner la même réponse. L'annonce faite par le ministre de l'Agriculture était fondée sur une des recommandations du comité permanent de l'agriculture. L'honorable député de Joliette et mon collègue qui a posé une question tout à l'heure avaient unanimement proposé au comité de l'agriculture le maintien du prix à \$1.25.

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député d'Halifax-East Hants.

LES POSTES

LE RAPPORT GOLDENBERG SUR LE CONFLIT DE MONTRÉAL

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes suppléant. A-t-on reçu le rapport Goldenberg relatif au conflit postal de Montréal et, dans ce cas, quelle est sa nature? Deuxièmement, quelles initiatives vait-on prendre pour continuer à assurer le service postal à Montréal après la fin du mois?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est un rapport qui me sera adressé personnellement à titre de premier ministre. Je me suis entretenu avec M. Goldenberg, sauf erreur son rapport est prêt et il me le remettra au cours de la journée.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'INSTALLATION D'UN POSTE DE COMMANDEMENT DANS L'ARCTIQUE

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Défense nationale. Comme il paraît que le ministre se rendra personnellement dans l'Arctique au cours du congé de Pâques pour vérifier les emplacements prévus pour l'installation, là-bas, d'un poste de commandement de la défense nationale, veut-il nous dire si les études éliminatoires ont été faites à cet égard et si elles n'attendent plus que son approbation définitive?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je voudrais tout d'abord rectifier ce qu'a dit le député: ce voyage aura lieu non pas durant le congé